



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

72^e SESSION

DÉBAT GÉNÉRAL

*La priorité à l'être humain pour la paix et une vie décente pour tous sur
une planète préservée*

DÉCLARATION DE

L'Honorable Charlot SALWAI Tabimasmass

Premier ministre de la République de Vanuatu

Introduction

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Excellences,

1. C'est un grand honneur pour moi de prononcer cette déclaration au nom du gouvernement et du peuple de la République de Vanuatu. Je m'associe aux autres intervenants pour féliciter son Excellence, Monsieur Miroslav Lajčák, pour avoir assumé la présidence de la 72^e Assemblée générale des Nations Unies. En tant que vice-président élu par cet auguste organe, le Vanuatu se réjouit de travailler en étroite collaboration avec vous pour nous guider tout au long de cette session. Sachez que vous bénéficiez de l'entier soutien de ma délégation.

2. Je tiens en outre à faire l'éloge de son Excellence Monsieur Peter Thomson pour sa vision, son leadership et son dévouement durant son mandat de président de la 71^e Session. Permettez-moi aussi d'exprimer ma profonde reconnaissance au Secrétaire-général, son Excellence Monsieur António Guterres, pour son leadership notoire jusqu'à ce jour.

3. Au nom du peuple de Vanuatu, j'adresse mes sincères condoléances aux victimes du tremblement de terre du Mexique, aux victimes des cyclones Maria et Irma qui ont dévasté les Caraïbes, et aux victimes du cyclone Harvey qui a ravagé le Texas

Du thème de la 72^e Session et de la situation dans le monde

Monsieur le Président,

4. Ma délégation accueille favorablement le thème de la 72^e session de l'Assemblée générale, à savoir **“La priorité à l'être humain pour la paix et une vie décente pour tous sur une planète préservée”**. C'est un thème tout à la fois opportun et nécessaire. Opportun parce que, lorsque nous regardons

autour de nous, nous voyons un monde plongé dans des conflits et des tourmentes politiques sans fin. Nous assistons à une escalade de l'extrémisme et de la violence causée par le racisme, la xénophobie, l'hostilité et l'intolérance. Nécessaire car nous devons nous rappeler que l'être humain et un avenir durable sont au cœur de l'Agenda 2030.

Monsieur le Président,

5. Aujourd'hui, 72 ans après la création des Nations Unies, des doutes continuent de peser : quand donc toutes les nations, riches ou pauvres, et les gens de toutes races sauront-ils vivre ensemble dans la paix, embrassant la diversité et pratiquant la tolérance. Nous nous demandons quand les conflits et les guerres deviendront-ils des fléaux du passé. A un moment ou un autre au cours des 72 dernières années, nous avons failli à notre devoir d'être des Nations Unies qui s'efforcent de parvenir à l'avancement économique et social de tous nos peuples et d'unir nos forces pour promouvoir la paix et la sécurité dans le monde.

Monsieur le Président,

6. Le monde continue d'être confronté à des défis tant au plan économique que politique et l'économie mondiale reste cantonnée dans une période prolongée de faible croissance, avec un produit brut mondial estimé croître de quelques 2,7 pour cent en 2017. Or cela ne représente qu'une stabilisation économique et ne répond pas à une croissance de la demande mondiale. La montée du terrorisme, de l'extrémisme violent, les guerres asymétriques et l'instabilité politique dans le monde ont atteint un niveau sans précédent en 2017 et continueront de peser sur les perspectives économiques de nombreuses régions.

Monsieur le Président,

7. Le Vanuatu continue d'être sérieusement préoccupé par les vastes mouvements de réfugiés et de migrants, dont beaucoup fuient les conflits violents, les catastrophes et la pauvreté. En 2016, plus de 65 millions de

personnes se sont déplacées de force un peu partout dans le monde. L'exode rural vers la ville et un taux d'urbanisation assez élevé présente aussi les mêmes défis au niveau national. Le Vanuatu constate avec une grande inquiétude le lien irréfutable entre cette crise mondiale et le manquement au respect des principes de responsabilité de protection et de prévention des crimes d'atrocité en masse en Syrie, en Irak, au Yémen et dans le Soudan du Sud, pour n'en citer que quelques-uns. En tant que petit état insulaire exposé à la montée du niveau de la mer qui submergera ses îles et contraindra sa population à trouver refuge, je tiens à faire appel à toute la communauté internationale à mobiliser ses efforts et à entamer le débat sur l'établissement d'un cadre juridique international qui saura vraiment résoudre le problème des réfugiés du changement climatique en provenance des petits états insulaires.

De la réforme du système onusien

Monsieur le Président,

8. En tant que petit état insulaire du Pacifique, le Vanuatu est un solide partisan d'un régime international fondé sur des règles grâce auquel les Etats agiraient les uns avec les autres en toute justice et transparence et grâce auquel le développement économique pourrait se réaliser et la paix et la sécurité dans le monde pourraient être maintenue. C'est pour cette raison que le Vanuatu a foi dans les Nations Unies. Les Nations Unies restent pour le Vanuatu le meilleur espoir et catalyseur de la paix et de la sécurité, régionale et mondiale. Je tiens à souligner le travail précieux et potentiel que cet auguste organe accomplit pour sortir des millions de gens de la pauvreté, promouvoir et protéger les droits de l'Homme et faire régner un ordre international perçu dans une grande part du monde de nos jours. Toutefois, pour rester pertinent, il est nécessaire de procéder à des réformes stratégiques.

Monsieur le Président,

9. Etre un membre permanent du Conseil de sécurité est davantage une responsabilité qu'un privilège. Il incombe donc au Conseil de passer outre les

intérêts politiques des uns et des autres et de s'attacher à trouver des solutions de compromis. Il est essentiel de veiller à ce que le Conseil de sécurité respecte les objectifs, les principes et les promesses prévus par la Charte des Nations Unies. Nous soutenons les réformes du Conseil de Sécurité de l'ONU qui reflètent les dynamiques géopolitiques actuelles et prévoient une représentation régionale plus équitable ainsi qu'une réforme continue des opérations de maintien de la paix de l'ONU pour mieux prévenir et résoudre les conflits complexes de notre monde contemporain et de pouvoir mieux protéger les civils.

10. Mon gouvernement se réjouit du rapport du Secrétaire-général de l'ONU sur le repositionnement du système de développement de l'ONU dans la perspective de l'Agenda 2030. Je suis particulièrement conforté par le fait que le rapport met en relief la nécessité d'avoir des procédures de coordination et de responsabilisation plus robustes au sein du système onusien et de le réaligner pour mieux répondre aux efforts des pays pour mettre en œuvre l'agenda transformateur 2030.

Monsieur le Président,

11. Au début de cette année, nous avons lancé notre plan national de développement durable à l'horizon 2030, le Plan du Peuple, qui englobe les objectifs de développement durable. Nous savons que le chemin qui nous attend pour mettre en œuvre cette feuille de route nationale sera dur compte tenu des faiblesses structurelles, des phénomènes météorologiques extrêmes, des tremblements de terre fréquents et des chocs économiques externes. Pendant quatre ans de suite, le rapport annuel des risques dans le monde a classé le Vanuatu au rang des pays les plus exposés aux catastrophes. Pour rendre le parcours encore plus épineux, l'Assemblée générale de l'ONU a prévu de relever le statut de PMA du Vanuatu en décembre 2020. Malheureusement, le fait d'évoluer et de sortir du statut de PMA n'implique pas une élimination de nos vulnérabilités et de nos obstacles structurels.

Monsieur le Président,

12. Mon gouvernement appelle l'ONU à s'assurer que le changement du statut d'un pays comme le nôtre ne cause pas de perturbations et d'entraves à notre développement. Les mesures en place à l'appui du changement de statut de PMA sont tout simplement insuffisantes compte tenu des défis auxquels les pays seront confrontés. Les mécanismes de transition après un tel changement doivent être renforcés davantage. Au lieu de supprimer complètement le soutien spécifique apporté aux PMA, le Vanuatu appelle l'ONU à continuer de reconnaître au Vanuatu le statut de PMA. Nous faisons également appel aux partenaires au développement et aux agences d'aide d'envisager de réduire progressivement l'aide au développement des PMA. Il faudrait prévoir des dispositions claires sur la réduction des avantages commerciaux accordés spécifiquement aux PMA, tant dans le cadre d'accords bilatéraux que de l'OMC.

Des problèmes régionaux

Monsieur le Président,

13. Mon gouvernement est aussi préoccupé par les menaces à la paix et la sécurité pesant sur la région Asie-Pacifique. Le programme provocateur de missiles de la Corée du Nord constitue une violation de nombreuses résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU et représente une menace sans précédent pour la sécurité dans la région et dans le monde. Le Vanuatu condamne dans les termes les plus forts la dernière série de lancements de missiles et s'associe à la communauté internationale pour exhorter l'administration nord-coréenne à mettre fin à son programme de développement nucléaire et de missiles. Nous faisons également appel à l'ONU pour trouver un terrain d'entente avec la Corée du Nord et d'avoir recours au dialogue pour une solution pacifique.

Monsieur le Président,

14. Mon gouvernement réaffirme son l'engagement pour la dénucléarisation du Pacifique et nous saluons le traité adopté par la Conférence pour la négociation d'un instrument juridique contraignant visant à interdire les armes nucléaires. Le Vanuatu réaffirme son engagement à un désarmement nucléaire total.

Monsieur le Président,

15. Le rapport sur le régionalisme publié récemment par le Secrétariat du Forum des Iles du Pacifique apporte des perspectives géopolitiques sur les tendances, les menaces et les opportunités concernant le développement régional et les aspirations politiques. Il comprend des stratégies que les membres du Forum peuvent employer pour construire une région du Pacifique plus forte, résiliente et réactive. Dans le Pacifique, nous savons quelle est l'importance de travailler à l'unisson, car c'est en étant unis que nous sommes plus forts et qu'on peut arriver à des résultats positifs. De même, actions des Nations Unies sont plus déterminantes quand les membres sont unis.

Monsieur le Président,

16. Notre compréhension de la science des changements climatiques s'est approfondie au cours des dernières années et leurs impacts dévastateurs ne connaissent pas de frontières. Le terrible tremblement de terre de Mexique, les cyclones Maria et Irma dans les Caraïbes, le cyclone Harvey du Texas et le cyclone tropical Pam qui a dévasté le Vanuatu en 2015 sont des avertissements brutaux de la part de Mère Nature que le climat est en train de changer plus vite que nos efforts pour y parer. Résoudre un problème qui a mis des siècles à se révéler nécessite plus de réflexion et plus d'efforts de notre part. En réduisant collectivement le rythme auquel nous émettons des gaz à effet de serre, nous pouvons faire une énorme différence. Nous pouvons limiter la hausse moyenne de la température à moins de 1,5 degrés Celsius ; nous pouvons changer la chimie des océans ; nous pouvons gérer la hausse du

niveau de la mer ; et nous pouvons éviter des catastrophes pour les générations à venir. Nous exhortons tous les Etats membres de l'ONU à persévérer, ainsi exhortons fortement les Etats-Unis d'Amérique à revenir sur sa décision, comme faisant partie d'un seul monde et ainsi faire appliquer l'Accord de Paris sur le changement climatique.

Monsieur le Président,

17. Mon pays se soucie profondément du changement climatique, avec l'Accord de Paris, et nous nous engageons à inverser le déclin de la santé de nos océans. La tenue de la Conférence des Nations Unies sur les Océans en juin ici à New York nous a permis de constater que la qualité des océans qui contribuent à nos moyens d'existence a été sérieusement compromise, ce qui nécessite une attention urgente et immédiate de notre part, plus que jamais auparavant. Nous qui sommes originaires d'une nation insulaire entourée d'un vaste océan, nous savons en apprécier l'importance et nous nous préoccupons sérieusement de sa santé, car elle a un impact sur la vie de l'humanité. Mon gouvernement s'engage à faire appliquer les résolutions de la conférence, notamment l'objectif de développement durable 14 d'ici 2030 grâce à des partenariats et à des efforts à l'échelon national. Nous sommes déterminés à réaliser notre objectif national et à parvenir à notre but d'énergie 100 pour cent renouvelable d'ici 2030, avec le soutien de nos partenaires de développement. Nous avons lancé notre politique nationale sur les océans, mais aussi d'interdire l'utilisation de sacs en plastique d'ici 2018 afin de réduire la quantité de débris dans la mer pour préserver la santé de l'océan. Lors du Forum des dirigeants des Iles du Pacifique à Apia, Samoa, j'ai lancé un appel aux dirigeants et peuples des pays insulaires du Pacifique à s'associer au Vanuatu dans cette lutte et être plus responsable dans la préservation de notre Océan Pacifique Bleu et ainsi garantir la survie humaine.

Des perspectives nationales

Monsieur le Président,

18. Mon gouvernement reste pleinement engagé à la réalisation de son le plan national de développement durable. Nous avons commencé à relever le défi de traduire nos objectifs en action concrète. Mon gouvernement promet de présenter le bilan national volontaire du Vanuatu vers le milieu de 2018. Nous espérons exposer nos progrès, et aussi nos échecs, dans la réalisation de nos objectifs de développement durable. Tout en accueillant très favorablement la continuité du partenariat pour la mise en œuvre des Objectives de Développement Durable.

Monsieur le Président,

19. Le Vanuatu est convaincu que pour mettre fin à la pauvreté, il faut offrir des opportunités à tous les gens, notamment aux femmes, ouvrir plus d'accès à l'éducation, la nutrition et la santé. Mon gouvernement s'engage à éliminer les barrières qui affectent de manière disproportionnée nos groupes vulnérables. Nous avons lancé avec succès nos politiques nationales sur l'égalité des genres et la protection des enfants en novembre 2016. Toutes deux prennent en compte la violence et la discrimination à l'égard des femmes et des filles, ainsi que la négligence, l'exploitation, l'abus et la violence envers les enfants. Nous sommes également conscients qu'une distribution équilibré et équitable des ressources et des infrastructure nécessaires dans les provinces aideront au développement de ces provinces et permettrons à réduire la pauvreté.

Monsieur le Président,

20. Mon gouvernement est voué à garantir une société paisible, juste et inclusive et que nous disposions d'institutions réactives, capables d'assurer des services de qualité à nos citoyens. Nous œuvrons avec nos partenaires au développement pour rehausser la résilience et la capacité d'adaptation de nos peuples aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles. Mon

gouvernement s'est engagé à se reformer structurellement pour assurer la stabilité politique et économique, basée sur une croissance équitable et durable pour la création d'emplois et ainsi augmenter les revenus de nos citoyens.

Monsieur le Président,

21. Mon gouvernement exprime sa sincère reconnaissance à nos partenaires traditionnels au développement pour leurs contributions au développement économique de notre pays. Nous sommes prêts à nouer de nouveaux partenariats pour stimuler davantage nos secteurs productifs et celui des infrastructures.

Des questions de décolonisation

Monsieur le Président,

22. Mon gouvernement s'inquiète de constater que l'ONU a perdu une grande partie de son aptitude et de sa volonté pour mettre en œuvre la résolution 1514 de l'ONU du 14 décembre 1960, qui faisait état de la nécessité de mettre fin promptement et inconditionnellement au colonialisme sous toutes ses formes et manifestations. La décolonisation doit revenir sur le radar de l'ONU et tous les efforts doivent être affranchis des pressions de la politique internationale. Nous avons tous une responsabilité collective de garantir l'auto-détermination aux peuples soumis au joug colonial.

Monsieur le Président,

Nous croyons fermement que les litiges territoriaux se règlent par un règlement pacifique en respectant l'héritage culturel tout en adhérant aux conventions des Nations Unies et aux exigences du Droit international de la mer. A ce propos, je tiens à signaler que le Vanuatu a connu récemment des cas d'incursion dans des zones du Vanuatu objet de litige ce qui n'est point conforme aux principes de l'ONU et aux exigences de droit international de la mer.

Monsieur le Président,

23. Depuis un demi-siècle, la communauté internationale a été témoin de toute une panoplie de tortures, de meurtres, d'exploitation, de violence sexuelle et d'arrestations arbitraires dont les ressortissants de la Papouasie occidentale souffrent aux mains des imposants indonésiens, mais elle est restée sourde aux voix et aux appels à l'aide. Nous exhortons le Conseil des Droits de l'Homme à enquêter sur ces abus. Nous appelons aussi nos homologues dirigeants dans le monde entier à soutenir le droit légal de la Papouasie occidentale à l'auto-détermination, et conjointement avec l'Indonésie, pour faire cesser toutes les formes de violences et à trouver un terrain d'entente avec les ressortissants pour faciliter la mise en place d'un processus qui leur permettra d'exprimer librement leur choix.

Monsieur le Président,

Je reviens sur les principes de la Charte des Nations Unies pour réaffirmer la croyance aux droits fondamentaux de l'être humain, en la dignité et la valeur de la personne humaine et en l'égalité des droits des hommes et des femmes, et des nations, grandes et petites. Je pense que nous avons tous une obligation d'œuvrer ensemble pour faire lever l'embargo économique, commercial et financier imposé à la République de Cuba. Le fait de lever ces interdicts permettra, entre autres, au peuple cubain de bénéficier et jouir de ses droits d'être humain.

Monsieur le Président,

24. La Nouvelle-Calédonie se trouve dans une phase critique où il s'agit pour elle de décider de son avenir, car le référendum de 2018 approche à grands pas. Nous remercions tous les pays ainsi que la France qui ont soutenus ce processus jusqu'à présent. Nous exhortons la puissance administratrice à veiller à ce qu'un référendum juste et transparent se déroule et que le souhait du peuple soit honoré. Nous faisons aussi appel à la France pour faciliter un

processus d'auto-détermination juste et transparent pour la Polynésie française.

Pour conclure

Monsieur le Président,

25. En ce début de la 72^e Session de l'Assemblée générale des Nations Unies, travaillons de concert et dans un but précis pour répondre avec sagesse aux nombreux défis qui se présentent à nous. Vous pouvez compter sur le soutien de Vanuatu pour œuvrer ensemble, main dans la main, pour le bien commun de l'humanité.

Je vous remercie!